



Ville de Carouge
Service constructions, entretien et sports

14 place du Marché
1227 Carouge
Tél. 022 307 89 60
Fax 022 307 89 69
scs@carouge.ch

RÉALISATION DU CENTRE AQUATIQUE DE LA FONTENETTE RÉNOVATION ET AGRANDISSEMENT

Route de Veyrier 53, Parcelle n°3188 à Carouge

Mandat d'ingénieur en électricité

DOSSIER D'APPEL D'OFFRES	CENTRE AQUATIQUE FONTENETTE
Procédure ouverte	
OFFRE DU CANDIDAT À REMETTRE	DOCUMENT B1

A compléter par le candidat :

Nom du bureau :

Personne responsable de l'offre :

Adresse complète :

.....

.....

Tél. :

E-mail : Fax :

Montant de l'offre TTC :

Date : Signature(s) :

TABLE DES MATIÈRES

1.- ATTESTATIONS À REMETTRE

2.- CARACTÉRISTIQUES DU CANDIDAT

3.- DOCUMENTS SPÉCIFIQUES

- 3.1. QUALITÉ ÉCONOMIQUE GLOBALE DE L'OFFRE
- 3.2. ORGANISATION POUR L'EXECUTION DU MARCHE
- 3.3. QUALITE TECHNIQUE DE L'OFFRE
- 3.4. ORGANISATION DE BASE DU SOUMISSIONNAIRE
- 3.5 REFERENCES DU SOUMISSIONNAIRE

4.- ENGAGEMENT DU CANDIDAT

5.- ANNEXES

- 5.1. ANNEXE T4
- 5.2. ANNEXES Q2 – R8 – R9
- 5.3. ANNEXES R13 – R14
- 5.4. ANNEXE Q6

1.- ATTESTATIONS À REMETTRE avec l'offre selon l'art. 32 du règlement sur la passation des marchés publics L 6 05.01

- a) attestation justifiant que la couverture de son personnel en matière d'assurances sociales est assurée conformément à la législation en vigueur au siège du soumissionnaire et que ce dernier est à jour avec le paiement de ses cotisations (en Suisse AVS/AI/APG, allocations familiales, prévoyance professionnelle - LPP et paiement des primes Suva/CNA) ;
- b) attestation certifiant pour le personnel appelé à travailler sur le territoire genevois :
 - soit que le soumissionnaire est lié par la **convention collective de travail** de sa branche applicable à Genève ;
 - soit qu'il a signé, auprès de l'**Office cantonal de l'inspection et des relations du travail (OCIRT)** un engagement à respecter les usages de sa profession en vigueur à Genève, notamment en ce qui concerne la couverture du personnel en matière de retraite, de perte de gain en cas de maladie, d'assurance accidents et d'allocations familiales ;
- c) attestation de l'autorité fiscale compétente justifiant que le soumissionnaire s'est acquitté de ses obligations en matière d'impôt à la source retenu sur les salaires de son personnel ou qu'il n'a pas de personnel soumis à cet impôt ;
- d) déclaration du soumissionnaire s'engageant à respecter le principe de l'égalité entre femmes et hommes.

Récapitulatif des attestations à présenter :

1. AVS/AI/APG (retraite)
2. allocations familiales (AF)
3. prévoyance professionnelle - 2^{ème} pilier (LPP – retraite complémentaire)
4. assurance accidents (Suva/CNA) - LAA
5. convention collective de travail de Genève ou OCIRT
6. impôt à la source
7. engagement du respect de l'égalité entre femmes et hommes
8. inscription dans un registre professionnel

Pour être valables les attestations jointes à l'offre ne doivent pas être antérieures de plus de 3 mois à la date fixée pour leur production, sauf dans les cas où elles ont, par leur contenu, une durée de validité supérieure (exemple point 8).

Si le soumissionnaire prouve que les documents exigés par l'autorité adjudicatrice n'existent pas à son siège, des moyens de preuve équivalents peuvent être acceptés.

Si le soumissionnaire n'emploie pas de personnel, il doit prouver son statut d'indépendant sans personnel. Dans ce cas, il est délivré de l'obligation de fournir les attestations concernant le personnel.

OCIRT - Office cantonal de l'inspection et des relations du travail (prendre contact au plus tard 10 jours avant la remise de l'offre)

Formulaire en ligne pour obtention d'une attestation : www.ge.ch/obtenir-attestation-ocirt
Rue David-Dufour 5, CP 64 - 1211 Genève 8
Tél. : 022.388.29.29 - Fax 022.546.96.33

La non-production des attestations est éliminatoire

ENGAGEMENT À RESPECTER L'ÉGALITÉ ENTRE HOMMES ET FEMMES

En signant ce document, les candidat-e-s ou les soumissionnaires confirment sur l'honneur, respecter les dispositions légales concernant l'égalité entre hommes et femmes, et plus particulièrement l'égalité salariale. Par leur signature, les candidat-e-s ou soumissionnaires s'engagent également à vérifier que leurs sous-traitant-e-s les respectent aussi.

Bases légales

Les bases légales qui fondent cet engagement sont les suivantes :

- L'article 8 al. 3 de la Constitution fédérale, du 18 avril 1999, qui consacre le principe de l'égalité entre hommes et femmes, en particulier le droit à un salaire égal pour un travail de valeur égale.
- La Loi fédérale sur l'égalité entre femmes et hommes (LEg-RS.151.1, www.admin.ch/ch/f/rs/c151_1.html), du 24 mars 1995, qui interdit toute forme de discrimination fondée sur le sexe dans les relations de travail.
- L'article 11, lettre f, de l'Accord Intercantonal sur les Marchés Publics (AIMP), du 25 novembre 1994 révisé le 15 mars 2001, qui précise que l'égalité entre les hommes et les femmes est un principe devant être respecté lors de la passation des marchés.
- Les lois et règlements cantonaux sur les marchés publics.

Le respect du principe de l'égalité entre hommes et femmes permet d'éviter les distorsions entre les concurrent-e-s. En effet, les candidats-e-s ou soumissionnaires qui respectent les dispositions susmentionnées ne doivent pas être désavantagé-e-s par rapport à celles et ceux qui ne les respectent pas.

Contrôles

Les candidat-e-s, soumissionnaires ou adjudicataires du marché peuvent effectuer un auto-contrôle, dans le but de vérifier le respect de l'égalité salariale, grâce au logiciel LOGIB (téléchargeable sous <http://www.logib.ch>).

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de contrôler ou de faire contrôler la juste application de la LEg. Pour ce faire, elle peut exiger, à tout moment, la preuve du respect de l'égalité entre hommes et femmes, et en particulier de l'égalité salariale. Une instance externe, compétente sur le plan cantonal, peut être désignée pour effectuer ce contrôle.

Les candidat-e-s, soumissionnaires ou adjudicataires du marché sont tenu-e-s de fournir sur demande les données nécessaires aux contrôles, notamment les données salariales sous forme individuelle et anonyme.

En cas de discrimination fondée sur le sexe constatée lors du contrôle, le pouvoir adjudicateur peut exiger des candidat-e-s soumissionnaires ou adjudicataires du marché de prendre les mesures nécessaires afin de respecter le principe d'égalité entre hommes et femmes. Ils ou elles doivent alors apporter la preuve de leur mise en conformité, dans un délai donné. Le contrôle peut également toucher les sous-traitant-e-s.

Mesures et sanctions

En cas de non-respect des dispositions sur l'égalité entre hommes et femmes, des mesures et sanctions peuvent être prises conformément au droit cantonal (exclusion de la procédure ou exclusion de toute procédure d'appel d'offres pendant une période définie, révocation de l'adjudication, amende administrative).

Raison sociale du ou de la candidat-e ou soumissionnaire :

Date : _____ Signature(s) * : _____

* Ne sont valables que les signatures des personnes qui possèdent le pouvoir de signature pour engager l'entreprise ou le bureau, voire le consortium d'entreprises ou l'association de bureaux, le cas échéant.

2.- CARACTÉRISTIQUES DU CANDIDAT

Raison sociale du bureau (pilote en cas d'association en pool *) :		
- Nom et prénom de la personne de contact :		
- Adresse complète :		
- Tél. :	Fax :	E-Mail :
- Statut juridique du bureau ou de l'entreprise : SA <input type="checkbox"/> Simple <input type="checkbox"/> SàRL <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> autre :		
- Part du marché en % (si association de bureaux ou d'entreprises) : %		
- Prestations qui seront exécutées en cas d'association de bureaux ou d'entreprises, en pool ou en consortium : - -		

* En cas d'adjudication à une association de bureaux en pool pluridisciplinaire, le pilote est le garant des bons rapports entre associés et est le représentant principal de cette association vis-à-vis de l'adjudicateur.

Raison sociale du bureau associé en pool ** :		
- Nom et prénom de la personne de contact :		
- Adresse complète :		
- Tél. :	Fax :	E-Mail :
- Statut juridique du bureau ou de l'entreprise : SA <input type="checkbox"/> Simple <input type="checkbox"/> SàRL <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> autre :		
- Part du marché en % (si association de bureaux ou d'entreprises) : %		
- Prestations qui seront exécutées en cas d'association de bureaux ou d'entreprises, en pool ou en consortium : - -		

3. DOCUMENTS SPÉCIFIQUES

3.1. QUALITÉ ÉCONOMIQUE GLOBALE DE L'OFFRE

30 %

Montant de l'offre d'honoraires	20%
Nombre d'heures de l'offre d'honoraires	10%

Les offres comprendront toutes les prestations nécessaires et suffisantes pour l'exécution complète du mandat telles que décrites dans le dossier.

Estimation des honoraires de l'ingénieur en électricité d'après le coût de l'ouvrage, selon les propositions de calculs usuels de la SIA.

(règlement SIA RPH 108/2014, 2^{ème} édition révisée et aide au calcul 108-K/2018)

Remarques concernant le calcul des honoraires :

Le calcul des honoraires est établi hors TVA.

La TVA est ajoutée en fin d'opération sur le montant total des honoraires.

Les éléments d'aménagement et/ou accessoires commandés sur catalogue, ne nécessitant pas d'étude de la part du mandataire interviennent pour 50% de leur valeur dans le coût de l'ouvrage déterminant les honoraires.

Le montant total des travaux donnant droit aux honoraires de l'ingénieur-conseil en électricité est estimé à :

CHF 2'600'000.- HT

◦ Renchérissment

Aucune adaptation de la rémunération liée au renchérissement des prix ne sera due pendant trois ans à dater de la date du dépôt de l'offre. Au-delà de cette date, le renchérissement sera calculé conformément aux directives KBOB avec adaptation des indices une fois par année. Le renchérissement est applicable uniquement si la variation de l'indice suisse des salaires nominaux dépasse 2%.

◦ Frais accessoires

Les frais de déplacement et d'hébergement éventuels sont compris dans l'offre. Le temps passé en déplacement ne sera pas indemnisé.

Détail des données relatives au calcul des honoraires retenues par le concurrent :

-	Coût de l'ouvrage en francs déterminant le temps nécessaire	B	=	2'600'000.00
-	Valeurs de coefficients + année de référence	Z1	=	
		Z2	=	
	Facteur de base pour le temps nécessaire	p	=	
-	Degré de difficulté	n	=	
-	Part de prestations en pour-cent	q	=	
-	Facteur d'ajustement	r	=	
	Temps moyen nécessaire	Tm	=	
-	Facteur de groupe	i	=	
	Temps prévu – Tp	Tp	=	
-	Facteur pour prestations spéciales	s	=	
-	Taux horaire offert	h	=	
	Total HT	HT	=	CHF
	Rabais		%	CHF
	Total net HT honoraires d'après le coût de l'ouvrage	HT	=	CHF
	Total net HT arrêté à	HT	=	CHF

- Dans le cas où le candidat propose des valeurs différentes de 1.0 pour les facteurs n, r, i et s, et/ou une part de prestation q inférieure à 100%, il est demandé d'en exposer succinctement les motifs ci-dessous :

Tableau des prestations et des pourcentages

Le temps moyen nécessaire pour les prestations ordinaires selon art. 4 du règlement SIA 108 – édition 2014 est réparti en phases et phases partielles selon le tableau ci-dessous.

Le total des honoraires (%) correspond à la rémunération pour l'accomplissement des prestations ordinaires nécessaires aux phases 3, 4 et 5.

Tableau des prestations et pourcentages :

Phases		Phases partielles		%	Total HT francs
3	Projet	4.31	Avant-projet		CHF
		4.32	Projet de l'ouvrage		CHF
		4.33	Procédure de demande d'autorisation		
4	Appel d'offres	4.41	Appel d'offres, comparaison des offres, proposition d'adjudication		CHF
5	Réalisation	4.51	Projet d'exécution		CHF
		4.52	Exécution de l'ouvrage		CHF
		4.53	Mise en service, achèvement		CHF
Total %					
Total HT prestations des phases 3, 4 et 5 ingénieur en électricité					CHF

Prestations : estimation 50 heures à répartir selon les qualifications du personnel.

a)

Fonction	Taux horaire Fr./h	Total heures	Total en CHF
Ingénieur dirigeant			
Ingénieur			
Technicien			
Dessinateur			
Personnel administratif et secrétariat			
Apprentis			
Total HT			

Taux horaire offert HT			
------------------------	--	--	--

Total brut HT a) ou b)	
Rabais%	
Total net HT	
Total net HT arrêté à	
TVA 7,7%	
Total forfaitaire prestations complémentaires TTC	

	Total en CHF
Total honoraires d'après le coût de l'ouvrage arrêté à net HT	
Total honoraires prestations complémentaires de relevés arrêtées net HT	
Total global des honoraires net HT	
TVA 7,7%	
Total global des honoraires TTC	

3.2. ORGANISATION POUR L'EXECUTION DU MARCHÉ

20%

Organisation interne du soumissionnaire	5%
Répartition des tâches et des responsabilités	5%
Qualification des personnes clés	10%

3.2.1 Organisation interne du soumissionnaire selon annexe Q2

Le soumissionnaire doit fournir un document annexé (maximum 1 page A3 recto) l'organigramme de votre organisation interne avec désignation :

- de vos domaines d'activités,
- des différents secteurs,
- des personnes responsables (direction générale et direction des différents secteurs),
- des personnes qui peuvent engager la société par leur signature,
- des liens hiérarchiques en vigueur entre ces personnes.

Le document remis en annexe doit porter la mention Q2 et votre nom ou raison sociale.

3.2.2 Répartition des tâches et responsabilités selon annexe R8

Le soumissionnaire doit fournir sur un document annexé (maximum 1 page A3 recto ou 2 pages A4 recto) l'organigramme opérationnel prévu pour l'exécution du marché. Celui-ci doit être en adéquation avec les exigences et objectifs du marché, mais également avec l'organisation de l'adjudicateur. L'organigramme devra faire apparaître clairement :

- les noms des principaux intervenants (personnes-clés),
- la répartition des tâches et des responsabilités,
- les liens hiérarchiques,

Le document remis en annexe doit porter la mention R8 et le nom ou raison sociale du soumissionnaire.

3.2.3 Qualification des personnes clés selon annexe R9

Le soumissionnaire doit remplir l'annexe R9 en adéquation avec l'annexe 8.

3.3. QUALITE TECHNIQUE DE L'OFFRE

30%

Qualité des solutions techniques proposées (annexe R13)	20%
Degré de compréhension du cahier des charges (annexe R14)	10%

Selon annexe R13

Les différentes questions posées dans cette annexe ont pour but de porter à la connaissance de l'adjudicateur l'esquisse de solution face à un ou plusieurs aspects particuliers du cahier des charges que le soumissionnaire s'engage à mettre en place en cas d'exécution du marché.

Les réponses données par le soumissionnaire permettront à l'adjudicateur de déterminer le degré de faisabilité, la pertinence et l'opportunité de l'esquisse de solution, mais également son caractère économique et durable. Elles sont susceptibles de faire l'objet de questions complémentaires dans le cadre d'une séance de clarification ultérieure.

- 1) Aspect n°1
Concept global pour un standard de très haute performance énergétique 2'000 Watts (THPE 2000W) et atténuation des besoins énergétiques.
- 2) Aspect n°2
Définition de la stratégie d'organisation entre l'ingénieur Electricité et les ingénieurs Chauffage-Ventilation-Sanitaire pour définir les installations électriques relatives aux installations techniques de Chauffage-Ventilation-Sanitaire.

Selon annexe R14

Les différentes questions posées dans cette annexe ont pour but de porter à la connaissance de l'adjudicateur le degré de compréhension du soumissionnaire sur le cahier des charges et en particulier des prestations à exécuter. Elles doivent démontrer la pertinence de sa réflexion et de son approche des difficultés principales et sensibles liées à l'exécution du marché, en tant que professionnel.

- 1) Selon vous, quelle est la difficulté principale que vous risquez de rencontrer lors de l'exécution du marché ?
- 2) Selon vous, quels sont les points du cahier des charges qui nécessitent d'être clarifiés ?

3.4. RÉFÉRENCES DU SOUMISSIONNAIRE

20%

Expérience, compétence pour réalisation de collectivités publiques	10%
Compétences en matière d'écologie et de développement durable	10%

Selon annexe Q6 / Références de services liés à la construction

Les références de chaque candidat devront obligatoirement comporter les précisions énumérées ci-après.

Le candidat bénéficie de **deux pages A4 recto verso par bureau ou association de bureau** pour les présenter sous la forme qui lui conviendra (image, texte, dessins, etc.). Ces pages seront jointes au présent dossier. Tout document supplémentaire sera écarté de l'évaluation.

Les références seront au nombre de trois au maximum et devront concerner des mandats de projets récents (2010-2021) réalisés ou en cours de réalisation.

Sont à privilégier les caractéristiques suivantes :

- mandats de projets pour des ouvrages de collectivités publiques
- mandats avec des compétences en matière d'écologie et de développement durable.

4.- ENGAGEMENT DU CANDIDAT

En signant et en déposant leur offre, tous les membres d'un soumissionnaire certifient qu'ils ont pris connaissance des conditions de la procédure et qu'ils en acceptent le contenu sans réserve. Le soumissionnaire peut formuler ses commentaires par écrit, sur l'une ou l'autre des conditions et dans le même délai que pour le dépôt de l'offre. Il prend aussi les engagements suivants :

- a) il confirme que les indications, informations et preuves fournies dans et avec son offre sont exactes et conformes à la réalité ;
- b) il accepte que l'adjudicateur, ou ses représentants, puisse vérifier les indications, informations et preuves fournies avec son offre (confidentialité assurée par l'adjudicateur) ;
- c) il garantit l'égalité de traitement entre hommes et femmes, à compétences et fonctions équivalentes, en particulier en ce qui concerne les conditions salariales ;
- d) il confirme qu'il n'a pas faussé la concurrence en réalisant des arrangements ou des accords entre soumissionnaires ;
- e) il confirme que l'offre déposée est conforme aux exigences du cahier des charges et qu'elle inclut toutes les prestations strictement justifiées pour l'exécution du marché et son bon déroulement. Cela comprend aussi les mesures à prendre pour respecter les dispositions relatives à la santé et la sécurité ;
- f) il a pris note que l'adjudicateur n'acceptera aucune sous-évaluation ou oubli de prestations avant et après la signature du contrat ;
- g) il confirme avoir reçu tous les renseignements nécessaires pour l'établissement de son offre, après avoir pris connaissance des conditions générales, du contenu du cahier des charges et après s'être rendu exactement compte de l'importance, des exigences et des contraintes du marché. Et, en conséquence, il s'engage à exécuter l'ensemble du marché pour les prix indiqués dans son offre, en se conformant strictement à toutes les prescriptions d'exécution énumérées dans l'appel d'offres ;
- h) il met en place les personnes clés désignées pour l'exécution du marché. En cas de remplacement de la ou des personnes clés, celui-ci doit être annoncé immédiatement à l'adjudicateur qui est en droit d'exiger de l'adjudicataire qu'il mette à disposition, dans un délai déterminé, des personnes clés de même niveau de compétence, d'expérience, de capacité et de disponibilité. S'il ne s'exécute pas, la décision d'adjudication peut être révoquée et le contrat résilié ;
- i) il confirme qu'il n'est pas impliqué à juste titre dans une procédure de faillite ou qu'il n'a pas obtenu de concordat judiciaire ou extrajudiciaire ;
- j) il accepte que son résultat, notamment les notes attribuées par critère, soit transmis aux autres soumissionnaires sous la forme d'un tableau récapitulatif ;
- k) il mettra en place les moyens informatiques et de transmission des données compatibles avec les exigences de l'adjudicateur, ceci sans frais supplémentaire ou avenant au contrat ;
- l) en remplissant son offre, il a tenu compte du fait que l'adjudicateur n'acceptera, après la décision d'adjudication, aucune sous-évaluation de prestations, aucun oubli de prestations ou mauvaise compréhension des prestations à exécuter. Il appartient au soumissionnaire de poser toute question d'éclaircissement. Le soumissionnaire ne pourra donc pas, suite au dépôt de son offre, justifier une modification de son offre par le fait que le cahier des charges n'était pas assez précis ;
- m) il accepte que l'adjudicateur puisse interrompre ou abandonner à tout moment la procédure si des autorisations étaient refusées, en cas d'opposition au projet ou de refus, partiel ou total, de crédit par les autorités publiques ;
- n) il accepte que l'adjudicateur puisse remettre en appel d'offres ou recommencer partiellement ou totalement la procédure si, après ouverture et vérification des offres, il devait constater qu'un nombre insuffisant de dossiers remplit les conditions de participation ou les critères d'aptitude et que cela conduit à une absence de véritable concurrence.